

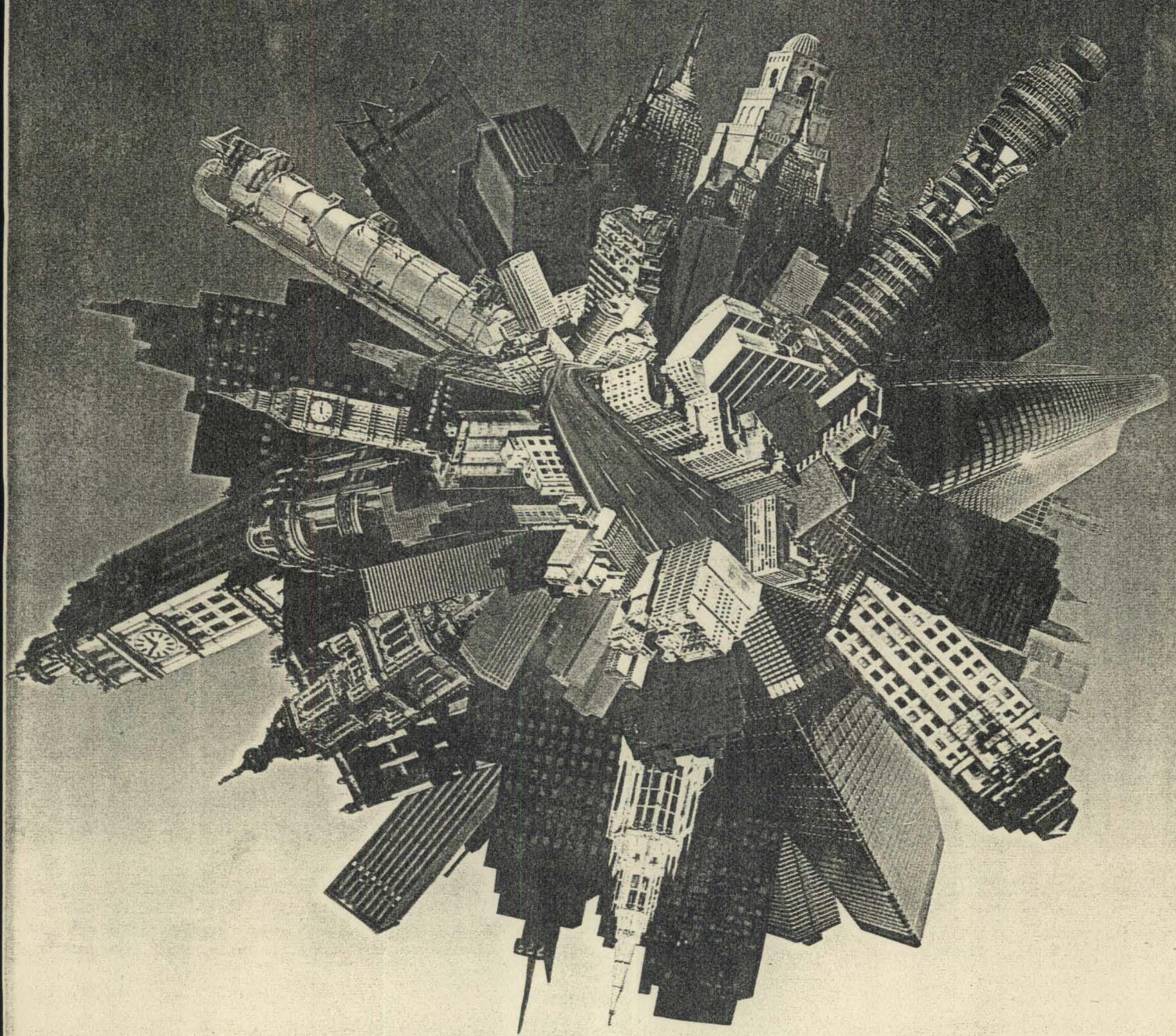
METROPOLIS 84

10, 11 ET 12 OCTOBRE 1984

SYMPOSIUM INTERNATIONAL DES GRANDES METROPOLES | CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

TEXTES COMPLETS DES INTERVENTIONS FAITES EN SÉANCES PLÉNIÈRES :

MERCREDI 10 OCTOBRE 1984 (MATIN) ET VENDREDI 12 OCTOBRE 1984 (MATIN ET APRÈS-MIDI)



THÈME D

LES POLITIQUES DES GRANDES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES EN FAVEUR DE LA CULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

par Serge ANTOINE, directeur de la mission environnement - développement
(ministère de l'Environnement) vice-président du Carrefour international
de la communication (France)

Les villes naissent, les
empires disparaissent

Mesdames, Messieurs,

Claude Nicolas LEDOUX-1804

J'ouvrirai donc maintenant le sujet -difficile- de "culture environnemen-
et cadre de vie", cherchant le rôle que les autorités de régions métro-
politaines peuvent y jouer. Cette ouverture sera suivie, vous le savez
cet après-midi, d'une commission présidée par M. Vladimir Promislov,
Président du Comité Exécutif du Conseil des Députés de la ville de
Moscou et M. Joaquim Leguina, Président de la Communauté de Madrid;
demain, nouvelle session présidée, cette fois, par M. Sukhtankar,
Commissaire municipal du Grand Bombay et M. Ignacy Sachs, Directeur
de Recherche à l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales à
Paris.

*

* *

Sur le sujet qui est le nôtre -la qualité de la grande région urbaine- la théorie
de la ville pourrait apporter des enseignements, mais nous nous en abstenons, la vertu
de cette rencontre internationale n'étant pas d'en débattre, même si
la crise actuelle de la recherche urbaine était à cet égard, paradoxa-
lement propice. Même si la relecture des visionnaires d'hier et même
si le renvoi, dos à dos, de Lewis Mumford, l'apôtre de la ville verte
et de Jane Jacobs, chantre de la ville productiviste, étaient
instructifs, nous ne nous y attarderons pas. Nous ne pouvons, hélas, non plus
porter attention aux réflexions du Tiers-Monde, ceux des Hardoy en
Amérique Latine, ceux de Charles Corréa en Inde, là, où s'enfantent,
dans la douleur, les villes de demain.

J'hésiterai donc à trop globaliser le débat. Une deuxième raison
m'y pousse, c'est, qu'au delà de la croissance fantastique des
grandes villes qui doubleront en moins de 15 ans et quelles que
soient les rapprochements qui font, dans le monde, germer une citoyen-
neté de la ville, quelles que soient les tendances universalisantes
de la civilisation de la ville, il demeure une considérable hété-
rogénéité du fait urbain. Il reste de telles différences entre les
métropoles, selon leur taille, leur taux de croissance (de la stabi-
lité au doublement tous les dix ans) et il reste aussi de telles
différences entre des sites qui marquent (ou devraient même davantage marquer) la

ville que j'hésite donc à parler en termes globaux, particulièrement sur un sujet -culture et cadre de vie- qui plonge ses racines dans l'intimité de chaque peuple et de chaque communauté.

Enfin, dernière précaution liminaire, c'est avec une bonne dose de modestie que je me contenterai de parler, un peu au présent, le plus possible au futur et toujours d'une manière interrogative, pour que les débats qui seront les nôtres pendant trois jours, restent bien ouverts. Et, même si, en particulier, pour le thème qui est le nôtre, bien des choses se passent au niveau du quartier, du voisinage, de la place, du centre ville, de la commune de banlieue, c'est à l'échelle de la région urbaine que nous essaierons de coller.

Quelle réponse, l'aire métropolitaine apporte-t-elle et peut-elle apporter à la dimension qualitative de l'espace urbain ? Telle est la question.

Pour lancer le débat, je vous proposerai 5 axes de réflexion :

1. - La dimension qualitative entre, de plus en plus, dans les compétences des institutions de régions urbaines.
2. - Le rapport population/qualité n'est pas linéaire.
3. - L'exercice de l'autosuffisance est tonique.
4. - Mais, les institutions d'aire métropolitaine doivent avoir une responsabilisation territoriale plus ouverte.
5. - Le défi de la communication est décisif.

*

* *

1. - Les secteurs d'intervention des régions urbaines se diversifient

L'échelle métropolitaine, encore incertaine dans son statut institutionnel, s'est d'abord affirmée pour des planifications liées aux transports ; son utilité est apparue ensuite pour une gestion globale de l'espace, espace physique, puis espace écologique, puis espace culturel (j'ajouterai, ici : peut-être ?) espace de communication enfin.

Reprenons tout cela rapidement.

L'origine statutaire des organismes d'aire métropolitaine aurait besoin d'un historien comme Marc Bloch, pour les communes. Je ne

./.

m'y attarderai pas : leur légitimité oscille entre la représentation des populations, la déconcentration du pouvoir central et parfois la fédération libre. Le destin des institutions de régions urbaines n'est pas encore frappé au coin de la netteté. L'origine de leurs fonctions, elle est plus claire, souvent marquée par la préoccupation des réseaux de transport (il est d'ailleurs dommage qu'elle ne soit pas venue plus vite : on aurait évité de grands gaspillages pour la qualité de la vie et des ruptures de charges : de ce fait, on a dû s'efforcer, après coup, et tant bien que mal, d'y remédier dans le "Greater London", en Ile de France ou ailleurs; le projet "Rio 2000" en fait aujourd'hui son menu de choix).

Après les transports, c'est la gestion de l'espace urbain qui, au-delà du million d'habitants, appelle le besoin de ce que Le Corbusier baptisait le "régulateur". Cet espace métropolitain -et c'est là une assez profonde différence avec la ville- est un espace hétérogène, fait de "vides et de pleins", où l'occupation du sol est faite de contrastes et d'inégalités. La maîtrise de cet espace signifie une autorité à même d'anticiper sur les changements et, par exemple, de fabriquer des sols urbains à moyen terme ou, pour les générations futures ; la production d'espace et pas seulement d'espace à construire est, de plus en plus, dans le monde, l'attribu de cet échelon métropolitain. Son intervention s'inscrit encore parfois dans le linéaire en "doigt de gant", dans le zonage de grands espaces et, peut-être demain, dans la création tridimensionnelle.

Cet échelon métropolitain a un autre rôle pour l'espace urbain, essentiel pour la qualité de la vie : celui d'être le gardien des différences et de l'équilibre, par exemple, entre le bâti et le non bâti que l'on appelle encore " naturel". Ceux qui sont préoccupés par la création de coulées vertes ou par le maintien d'un espace agricole, savent que ce n'est pas un vain mot, tant les forces de dévorement de l'espace agricole sont grandes. Il en est de même, mais dit-on aujourd'hui, moins violentes, de la protection de l'espace forestier. En est-on sûr ? Certes, le temps n'est plus, en Europe, où la forêt de Soignes, près de Bruxelles, était affermée

./.

à une banque par l'Etat, pour la doter d'un capital à faire fructifier en création de beaux quartiers... Mais, il existe encore bien des formes sournoises de dépècement et, en tout cas, de grignotage.

Cet équilibre entre zones de faibles densité et d'espaces libres et les zones à vocations d'habitat et d'activité ont donné lieu, dans le monde à diverses formules. On a essayé, par exemple, en France, une stratégie régionale qui n'a pas encore, il est vrai, pris réellement racine : les "zones naturelles d'équilibre", en parallèle avec les villes nouvelles et les pôles d'activités. La différenciation de l'espace métropolitain est difficile : elle appelle de l'imagination, de la volonté et des péréquations.

La gestion de l'espace écologique est devenue, depuis quelques années, un vecteur de responsabilité de la région urbaine : l'eau, l'air, les déchets, le sol et le sous-sol et, insuffisamment encore, le paysage sonore peuvent être utilement appréhendés à ce niveau. Ce sont les régions urbaines qui peuvent sauver et remettre en valeur les rivières qui les traversent et que l'on doit, non seulement traiter pour la qualité de l'eau, mais pour tout ce qui fait l'apport convivial de cet élément de vie.

Est-il besoin de le dire ; ce que de Jouvenel appelle les "aménités" se joue d'abord à ciel ouvert. Mais, souvent, le qualitatif n'est perçu qu'en surface. On ne parle pas assez des réseaux et, dans certaines régions urbaines, on leur consacre trop peu de crédits. Il est même des villes en Europe où l'on désinvestit actuellement par rapport aux réseaux existants bâtis au XIXème siècle.

La bataille de l'environnement qui se joue parfois sur des plans à 15 ans et des choix trentenaires, est fondamentale ; la bataille de l'air, celle de l'eau, celle de l'assainissement, celle des déchets mais aussi celle des circulations lentes, des espaces verts, se joue au niveau de la région urbaine.

Pour le cadre de vie, l'échelle municipale est importante : elle colle à la peau du citoyen là où la qualité de vie est ressentie par l'habitant dans ses espaces vécus, domicile, transports, travail, loisirs. C'est souvent à cette micro-échelle que peuvent s'exercer des politiques qui épousent cette géographie du vécu.

ce sens, les efforts de décentralisation, comme ceux d'une responsabilisation croissante des échelons municipaux ou de quartiers, le rôle accru des associations locales de participation sont à mettre au crédit de l'évolution de la vie en ville, au cours des 20 dernières années.

Ce mouvement résiste bien aujourd'hui, à ce que l'on appelle en Europe, la "crise" et l'appel à d'autres priorités, l'emploi, la sécurité n'ont pas, loin de là, diminué le dynamisme de l'échelon local, moins enclin aujourd'hui, à créer de nouveaux équipements publics, qu'à se soucier, par exemple, de protection d'espaces naturels, de propreté, de lutte contre le bruit ou de convivialité.

Dans les pays en développement, le rôle des autorités décentralisées est encore réduit et la vie associative est à peine émergente, mais là aussi, le souci qualitatif est croissant. Cet indice de la vie associative est très important à observer et encourageant.

Le rôle du niveau régional pour la gestion du cadre de vie est essentiel, surtout si l'on veut bien cesser de le définir comme un supplément fait d'espaces verts et de rues piétonnes. La qualité de la vie, c'est aussi, un habitat disponible, des transports en communs adaptés, un temps de transport réduit, un emploi proche.

Les problèmes de l'emploi font apparaître une nouvelle fonction à l'échelle de ce qu'on appelle "les bassins d'emploi" ; c'est à cette échelle que peuvent se développer des stratégies d'incitation, de desserement, de transports quotidiens, mais aussi de formation, rôle récemment transféré, en France, aux régions.

C'est aussi là, que se dessinent les débuts d'une maîtrise du temps et des rythmes. L' "aménagement du temps" est une chose difficile : il requiert un territoire suffisant où l'on puisse échapper à l'inexorabilité des déterminismes et des pointes.

La motivation culturelle est aujourd'hui la moins évidente. On pense encore parfois, à tort, que la macrogéographie n'est pas, pour la culture, la bonne échelle. Blottie dans l'intimité de la ville, au coeur de son coeur, la culture était jusqu'ici ou élitaire ou, en tout cas, centripète, aurait dit Giraudoux. Le statut de banlieue est encore, bien souvent, synonyme d'au-delà des fortifi-

cations dans une culture hors les murs où s'aventurent seulement quelques pionniers. Mais, aujourd'hui, que ce soit pour les très grands équipements ou pour l'accès culturel, l'échelon métropolitain commence -mais commence seulement- à être un niveau d'intervention.

Mais, la responsabilité culturelle de la région urbaine va bien au-delà des équipements. Elle doit se préoccuper de l'accès à la culture et d'une lutte perpétuelle contre la centralité inhérente à tout tissu urbain hétérogène. Elle doit, avant tout, permettre des échanges entre les communautés et les cultures qui composent la grande agglomération. La communauté métropolitaine doit fonctionner comme une pompe, une respiration, une irrigation.

*

* *

2. - Le deuxième axe de réflexion que je proposerai est celui de la relation qui existe entre le chiffre de la population et les fonctions de la région urbaine. Cette relation est complexe et dépasse largement la relation linéaire avec la taille de la population. On sous-estime encore le fait qu'en changeant de seuil de population, phénomènes urbains changent parfois complètement de nature. Il n'a pas simplement homothétie.

Nous l'oublions souvent ; on parle trop implicitement de nos ancêtres Rome et Athènes, avec une touchante continuité, alors que ces capitales aux temples et aux formes grandioses, ne compteraient aujourd'hui que parmi les villes moyennes. La traditions méditerranéenne des cités dont on parle encore, quelle mutation a-t-elle subie depuis qu'en l'an 1000, deux villes seulement -Constantinople et le Caire- comptaient plus de 100.000 habitants ! En 1800, elles étaient 14. Aujourd'hui, elles sont déjà une dizaine millionnaires et le Caire dépasse les 10 millions. Peut-on encore parler de cités méditerranéennes ? à l'heure où la continuité urbaine donne raison à Doxiadis qui, de Grèce, annonçait la naissance de l'Oecuménopolis ce n'est plus possible.

./.

Il ne s'agit pas que de statistique : le nombre donne aux problématiques qualitatives, des dimensions autres.

Avec le nombre, toutes consommations changent en quantité et en nature. Dans le Tiers-Monde, le rural consomme (quand il y en a) entre 4 et 25 litres d'eau par personne et par jour, dans les villes équipées, entre 30 et 100 litres. Les habitants des villes d'Europe de l'Ouest et du Nord entre 100 et 300, sensiblement plus que dans les zones de faible densité. Il en est de même pour les déchets : à Paris, les déchets des ménages sont deux fois ceux constatés dans le centre de la France.

Les changements de seuil ne concernent pas seulement, bien sûr, les consommations : ils sont visibles dans les comportements, les habitudes et la demande sociale ; l'économie "tertiaire," celle de la communication; l'économie "parallèle" qui occupe, dans les villes du sud, plus de la moitié de la population active, est un phénomène urbain . La demande culturelle est aussi, dans les grandes régions urbaines, dotée d'une vie propre. Le taux de violence y est aussi, hélas, plus élevé et il a, en Europe, doublé depuis 10 ans.

Avec les très grands chiffres, les possibilités et la demande (qui se font écho), engendrent des grands équipements d'un autre type : les stades de 100.000 places, les opéras populaires, les grands musées-carrefours, comme à Beaubourg (où 20.000 personnes/jour sont deux fois ce que l'on attendait il y a 10 ans). Naissent aussi avec le nombre, de nouvelles formes de spectacles qui n'auraient plus leur sens dans le théâtre intime. La réponse culturelle dans les grandes métropoles est autre. Elle se nourrit de grands espaces et de moments forts où l'agglomération, elle-même, entre en transe.

Le nombre, j'y reviendrai, créé un gisement, à partir des ressources propres de la ville et le gisement s'exploite (eau, énergie, déchets).

./.

Mais, surtout, dans un monde où la majeure partie des grandes régions urbaines qui vont doubler en moins de 15 ans sont dans le Tiers-Monde, le chiffre absolu de population est, pour la problématique de la qualité de la vie, moins vital que le rythme de la croissance urbaine. L'accroissement annuel, le nombre de jeunes, la pyramide des âges, l'aptitude surtout à répondre à cette croissance pour le logement, les équipements, l'assainissement, sont à considérer avant toute chose.

Les thèses de Guy Ankerl, font apparaître, que dans le Tiers-Monde, il existe une très forte "sururbanisation", ainsi qualifiée parce qu'il n'existe pas, en l'état actuel des choses, de possibilités de maîtriser cette croissance et, encore moins, de la devancer.

Le panorama, ville par ville est effrayant. A Calcutta, les égouts ont été proportionnés, pour une ville de population cinq fois moindre que l'actuelle. Globalement, les évolutions sont plus désespérantes encore : en 5 ans seulement, les citadins des grandes villes non équipées de la moindre installation sanitaire, ont crû dans le monde, de 175 à 330 millions d'habitants !

Nous avons du mal, en Europe, à prendre conscience de ces chiffres de croissance. Il y a 10 ans, lors de la préparation de la conférence mondiale de l'Habitat à Vancouver, des européens bien intentionnés souhaitaient parler de leur expérience de maîtrise du développement urbain par les "villes nouvelles". A quoi, quelqu'un a dit : peut-être, mais sachez que, pendant 10 ans d'effort maximum de l'Europe de l'Ouest et de l'Est réunies, la population concernée n'a même pas atteint 2 ans de croissance de la seule ville de Sao-Paulo !

La région urbaine dans les 30 ou 50 prochaines années va se trouver confrontée avec de nombreux problèmes qui sont fonction de la situation générale des pays et des sites. Certaines grandes agglomérations vont se trouver portées par la croissance et, peut-on dire, par la prospérité de leur région : elles seront peu nombreuses pour combien de temps les régions d'Europe ou du Tiers-Monde seront-elles atteintes en première ligne par les problèmes de l'emploi ? S'y posent aussi les problèmes d'immigration, parfois clandestine et la cohabitation des communautés. Plus important encore dans le monde, est le problème de l'insuffisance des moyens dont disposent les pays du Sud pour faire face à leurs problèmes

de logements et d'équipements minimum, (ne parlons pas "d'aménités"!) La situation du monde est plus contrastée que ne le font apparaître les schémas simplifiés d'un clivage Nord-Sud ; mais, près du tiers du monde n'arrive pas à porter la croissance urbaine stimulée par une excessive croissance démographique.

C'est un destin bien cruel de voir les problèmes de croissance si rapide, posés dans les pays qui ont si peu de moyens de les résoudre. Des croissances galopantes sont déjà, en soi, un défi disproportionné. Là où elles se situent, c'est un défi qui laisse parfois désespérés les plus volontaristes.

Les efforts d'aménagement du territoire, d'aménagement en profondeur, d'appui aux petites et moyennes villes (telle est, par exemple la politique de l'Inde) demeurent insuffisantes par rapport à l'ampleur des problèmes posés.

3. - L'exercice de l'autosuffisance est tonique

Le souvenir des octrois qui ont, dans les villes d'Europe, disparu à la fin du XVIIIème siècle et qui ont failli faire décapiter leurs architectes (comme Ledoux) est tel, que toute idée de boucler l'espace urbain sur lui-même, paraît relever d'une autarcie anachronique. Les auteurs qui, au nom d'une survie en cas de risque ou de cataclysme de proximité, comme Yona Friedmann en parlent, sont considérés comme des utopistes ou des cassandres. Et, pourtant, en Pologne, par exemple, 7% du territoire urbanisable doit être gardé pour les jardins ouvriers et les cultures vivrières.

La scénario de la région urbaine fermée sur elle-même, est en fait, une discipline de grand intérêt, car elle fait mieux apparaître les flux, les entrées, les sorties, mais aussi les gisements. Ce n'est pas un vain mot. Il y a du gaspillage dans l'énergie consommée par la ville ; elle constitue un gisement largement sous-exploité. Lorsque l'on atteint un seuil de population, les sous-produits sont des valeurs. Or, en Europe, dans les grandes régions urbaines les déchets ont, en 10 ans, crû de 10 à 15%, et surtout sait-on qu'en Europe les déchets de 7 personnes, permettent déjà, le chauffage d'une autre?

./.

L'effort de recyclage, en Europe surtout du Sud, en tout cas, est aujourd'hui très insuffisant. Il y a aussi tout un génie urbain à réinventer qui n'est pas seulement fait de réseaux nouveaux, mais de lutte contre les pertes (elles sont dans les villes du sud de la Méditerranée pour l'adduction d'eau, comprises entre 40 et 60%) et d'une action plus différenciée de l'eau en fonction de ses usages.

Ce réexamen des ressources propres de la région urbaine n'est pas seulement utile dans les agglomérations de croissance modérée, mais aussi dans les villes des PVD en très forte croissance.

Cette relecture interne de la ville -Roland Castro disait "le monde est plus à déchiffrer qu'à défricher"- est également vraie dans bien d'autres domaines, pour la réutilisation du bâti ancien, la reconversion des monuments historiques, la relation, dans la région, entre la ville et la campagne. Que fait-on par exemple, pour la formation en leçons de choses et de vie pour relier, jumeler les écoles avec les fermes situées en périphérie immédiate de la ville ?

*

*

*

4. - Troisième donnée émergente et aujourd'hui à peine émergée : la métropole urbaine à des effets de choc sur les régions environnantes qui ne sont pas prises encore suffisamment en compte par des autorités publiques qui n'ont pas le mandat d'une politique relationnelle. Le territoire intraverti de compétence s'arrête à des limites qui ne représentent, en termes d'impact, de flux ou d'échange que des cadastres du hasard ou de la nécessité, mais où l'univers de responsabilisation est souvent castré. Les bornes de la territorialité ont des effets pervers dont on est loin de mesurer les effets. Le dessin des villes nouvelles tracé dans leur enceinte, résulte souvent de choix trop proches dans une stratégie du territoire. L'enté du bassin parisien par exemple, en a souffert et bien d'autres cas existent, de par le monde, d'une insuffisante relation entre une région urbaine et un pourtour parfois lointain où s'exercent des ondes de choc et des effets de désertification.

./.

On aimerait que, pour la gestion des milieux naturels ou pour l'équilibre de grands services publics, des interventions puissent corriger les responsabilisations trop courtées. Une relation ville-campagne appellerait la création de mécanismes de solidarité que l'on retrouve dans trop peu de cas, comme les "agences de bassin". (1) A 200 kilomètres de distance, des solidarités plus intimes pourraient voir le jour. On pourrait les concevoir pour bien des domaines, je pense aux "agences de l'air".

Il serait possible (et on commence à les voir naître) de renforcer des politiques extérieures des grandes métropoles pour leur permettre de jouer un rôle international plus actif. Des échanges ont lieu, encore trop peu fréquents, il est vrai ; une partie de ces échanges intéresse les rapports Nord-Sud : ainsi, pour la France, Marseille avec Alger et la région de Bizerte, la région Ile de France avec le Caire. Des jumelages de région à région pourraient succéder aux ponctuels et trop formels jumelages de ville à ville. Des campagnes de coopération directe, de solidarité décentralisée commencent à s'intéresser aux jumelages régionaux. Le cas de la "solidarité-eau" dans lequel les collectivités régionales ou locales d'Europe sont invitées à prélever pour les projets du Sud, 1 F par habitant et par an, sont en train de démarrer.

On pourrait, bien sûr, faire davantage : c'est ce que déjà, il y a quelques années, au congrès des grandes villes du monde réunies autour d'Aurélio Peccei, certains avançaient.

5. - Le défi de la communication

Quels que soient les problèmes majeurs qui sont ceux des grandes agglomérations du monde : habitat déficitaire, emplois, congestion, pollutions, hygiène, pauvreté sans assise (et, je pense en particulier, aux grandes villes du Tiers-Monde), il me semble qu'il existe, pour les 50 prochaines années un autre défi : celui de la communication dont l'enjeu est non seulement la réponse à une demande sociale, mais aussi la clef de la vie urbaine tout court. Nous sommes ici, au coeur de la problématique de la ville.

./.

(1) en France.

Certes, on peut définir la ville par la densité du peuplement, par le type d'habitat, par la liberté dans l'anonymat ou par l'écriture de pierre qu'elle représente. Mais elles sont surtout ou devrait être des lieux d'échange et de communication. Or, aujourd'hui, par leur étendue, par les difficultés de circulation, par le traumatisme qu'ont subi les places et les rues, les lieux de rencontre vraie sont rares, les moments de convivialité furtifs, la solitude dans la foule, le lot commun d'une société en miettes. Les "machines à communiquer" que sont les villes, sont, pour le moins, grippées.

Les nouvelles technologies arrivent, qui interpellent souvent les anciens médias et qui offrent de nouvelles possibilités de choix de travail, de rencontre. Nos sociétés, toutes nos sociétés (celles du tiers-monde aussi) vont entrer avec plus ou moins de chance, dans la société de communication. Mais, quel sera leur effet ? La question est ouverte de savoir si elle va donner à l'individu, dans son logement, toutes les facilités d'être relié avec les autres, avec le monde, avec les données. Avec le risque de l'isolement et de l'avènement des prédictions d'Orwell (nous sommes encore en 1984), allons nous voir Big Brother dominer une société parcellisée, reliée seulement par télécran ? Mais, peut-être en sens inverse, aurons nous la chance de voir la communication rompre l'isolement, faciliter les échanges, l'interactivité, le partenariat. Rien n'est joué, c'est pourquoi la responsabilité des autorités des grandes métropoles urbaines est décisive dans les années qui viennent pour que le rendez-vous soit bien pris, faute de quoi, la grande agglomération ne serait qu'un agglomérat.

Le rôle des autorités régionales n'est pas négligeable si elles consentent à mesurer l'enjeu et peser de tous leurs poids en faveur de la communication sociale, en refusant les déterminismes. Elles peuvent jouer un rôle dans la constitution de réseaux -le cablage par exemple- ; elles peuvent constituer des mémoires collectives, et je pense ici, aux efforts de Pierre Emmanuel ; elles peuvent appuyer les initiatives locales et la vie associative, expérimenter de nouvelles formes d'expression régionales ; elles peuvent aider les groupes à communiquer entre eux ; elles peuvent créer des lieux d'échange et de familiarisation, (je pense, en France, au Centre de la Communication à Nantes), ou être partenaires dans des

"carrefours internationaux de la communication". Elles peuvent appuyer des organismes de formation bien reliés aux métiers et à la vie professionnelle . Leur rôle économique est à terme ici, tout à fait décisif. Elles peuvent faciliter les échanges de programmes entre villes ou entre ville et monde rural ; elles peuvent aussi, à l'intérieur de la région urbaine, faciliter les échanges entre les cultures entre les communautés composites de la région. Il s'agit de créer les possibilités d'une liaison active avec le monde. Les "téléports" de demain et peut-être les "MART" sont des enjeux.

Plus de 4 millions de personnes dans mon pays, vivent de la communication, et dans le monde, seules vivront leur vie, les métropoles où les habitants et les activités seront fortement marquées par ce que l'on appelle -à tort- le "secteur" de la communication. Seules auront une dimension internationale, les métropoles "branchées". Mais, la communication et l'organisation de l'espace s'interpénétreront d'une manière que nous ne devinons pas encore.

L'existence même de la vie urbaine et de sa justification de vie en société dépendent de la réponse. Il n'est pas question, quelque nostalgie qu'on en ait, de reconstituer des forums, des agoras ou des places à participation directe. Mais, il s'agit tout simplement de permettre au tissu urbain d'être irrigué et d'être autre chose qu'une addition d'isolements et d'égoïsmes ; au-delà des moyens matériels et des facilités, il s'agit de permettre aux habitants d'avoir envie de communiquer ; car la civilisation de la ville, c'est un cadre de vie et une société qui s'épousent. On a tort de dire que la communication n'a pas de racines, qu'elle n'a pas de lieux collectifs ; qu'elle se moque des frontières peut-être, mais qu'elle soit de nulle part, sûrement pas ! Encore faut-il lui fournir l'occasion de s'enraciner et de justifier la ville. Et, puisque je ne suis pas là pour conclure, mais pour ouvrir, rendront-elles la vie communicante ou bien seront-elles le coup de grâce de l'agglomération multimillionnaire ? Nul ne le sait encore.

*

*

*

./.



Voici quelques pistes ouvertes pour la discussion de cet après-midi. Il y en avait, il y en aura sûrement d'autres. Je n'ai pas, sur un sujet aussi vaste, pu les ouvrir toutes ; par exemple, aborder directement la question de la participation des populations à leur cadre de vie, tant elle est, pour moi, sous-jacente à toutes les questions qualitatives. A l'intérieur des régions urbaines, l'existence, le travail actif de la vie associative est important : il est l'humus d'une perception des problèmes vécus par les habitants. Cette vie associative doit se conjuguer avec une ouverture des collectivités locales et, en particulier, des communes dont la légitimité n'est pas uniquement faite d'élection, mais d'attention, toutes oreilles ouvertes à la manière dont le qualitatif est traité et souhaité ; cette attention doit prendre en compte aussi tous ceux qui ne s'expriment pas, je pense, en particulier, aux enfants dans la ville et aux générations qui arrivent dans un univers qui ne peut s'immobiliser pour les générations actuelles. "Le coeur de l'homme bat plus vite que celui de la ville" avait dit, je crois, Verlaine. C'est dire qu'il faut s'attacher plus qu'on ne le fait, aux évolutions longues, sur trente ou cinquante ans. La région urbaine est précisément le bon échelon de la perception prospective. Elle peut anticiper davantage que d'autres et le faire pour les autres. Et, pas seulement pour les équipements lourds : l'écologie, le culturel, la qualité de la vie requièrent aussi une stratégie du long terme, même s'il est difficile d'anticiper sur le devenir social. On pourrait penser que chaque communauté urbaine ait son équipe de prospective non fonctionnaire. Cette prospective de la ville peut permettre de prendre en prise directe, le renouvellement du patrimoine, l'obsolescence du bâti, les incertitudes de la demande sociale et le long terme écologique. La ville n'est pas "ce qui reste lorsqu'on a éliminé la nature" : elle n'est pas, ne devrait pas être le spectre pour les verts. Et, les verts n'ont pas à rester à sa porte. Elle peut être un pôle actif de vie. Une fierté. A la condition de la prendre à bras le corps, comme une écriture de pierre et comme une entité de vie, aussi fragile que les éléments qui la composent.

en note : (1) La cité d'Enoch assise entre les collines vomisseuses de fumée
P. Claudel

(2) On notera en passant que dans les sondages d'opinion, le degré d'insatisfaction est d'un tiers supérieur dans les grandes agglomérations, que dans les villes de moins de 50.000 hab.